COUPE DU MONDE DE FOOTBALL AU QATAR

Les droits humains en chantier

Dans la ville nouvelle de Lusail, au nord de Doha, où des milliers de travailleurs se relaient sur les chantiers. Le vendredi, jour de congé, les communautés de travailleurs, ici Sri Lankais et Pakistanais, s'affrontent au cricket sur des terrains vagues de banlieue. Photo Ebra/Xavier FRERE

C'est l'une des critiques majeures sur la Coupe du monde de football dans l'émirat du Qatar : les droits et conditions de travail de centaines de milliers de migrants, originaires d'Asie ou du sous-continent indien. Qu'en est-il vraiment à Doha, alors que tout le pays vit au rythme du compte à rebours du Mondial ?

De notre envoyé spécial au Qatar

Le thermomètre affiche 52 °C sur la corniche de Doha ce vendredi-là et Orry, la mascotte géante des Jeux asiatiques, se sent bien seule face à l'impressionnant horizon de gratte-ciel. « La météo officielle ici n'annonce pas quand il fait plus de 50 °C, sinon on doit arrêter de travailler », souligne Prasad*, 29 ans, l'un des rares à pêcher sur le front de mer. « Ça ne mord pas beaucoup, c'est sûr, mais on se détend comme on peut. » Le vendredi est le seul jour de repos de cet Indien arrivé il y a quatre ans « pour subvenir aux besoins de la famille ».

Combien ont quitté leur contrée pour rejoindre l'« eldorado » ou le « cauchemar » du Qatar ? Plus de deux millions sans doute, dont 300 000 embauchés pour les travaux de la Coupe du monde qui débutera le 20 novembre et que ces ouvriers appellent simplement « Fifa ». « Nous n'avons pas de chiffres disponibles, on les donnera a posteriori », assure le ministère du Travail.

Lusail ne dort jamais

Ces dernières années, les conditions de travail dantesques, voire inhumaines, et d'hébergement, ont été pointées du doigt. En août, une manifestation de travailleurs a encore réveillé les critiques. « Réprimer puis virer ceux qui manifestaient était une erreur, mauvaise pour l'image internationale », regrette Michel, entrepreneur français dans la capitale qatarie.

Pour comprendre l'ampleur de la tâche, il faut se rendre un jour de semaine à Lusail, appendice urbain et moderne de Doha, pour ne pas dire démesuré. 45 milliards de dollars d'investissement pour accueillir 450 000 nouveaux habitants. Là se trouve également le stade de la finale du Mondial, qui se jouera le 18 décembre, jour de Fête nationale.

En cette fin de journée harassante, les travailleurs, couverts parfois de cagoule intégrale pour se protéger du soleil, se ruent par centaines, pour monter dans les bus les ramenant à Industrial city, ou Asian city, 35 km au sud. D'autres arriveront plus tard sur le site afin de les relayer pour la nuit. La « machine » infernale ne s'arrête jamais. L'émirat s'est construit grâce à cette main-d'œuvre depuis son indépendance, il y a un demi-siècle.

« Miracle » ou « mirage » économique ? « Ici, les classes sociales ne se côtoient pas, les Qatariens ne sont intéressés que par le business, lance Kenneth, trentenaire ougandais rencontré discrètement le soir à Industrial city. Moi, je vis dans la peur depuis trois ans ici, je bosse sept jours sur sept, sans vie sociale ni affective. » Cet ouvrier rentre régulièrement en Ouganda pour « rapporter l'argent et se rafraîchir l'esprit ».

Il est interdit pour un journaliste d'accoster personnellement ces travailleurs. Une alternative est de les rencontrer le vendredi sur leur terrain de jeu favori : une piste de cricket construite et financée par leurs soins sur un terrain vague.

« C'est la crise dans notre pays, le Sri Lanka, décrit Asrifan. On est mieux ici, mais comme chauffeur, ça devient difficile, les grosses compagnies débarquent et prennent le travail. » Pour économiser, ils sont huit, avec ses deux frères et des amis du même village, à dormir dans une seule pièce mais, « par pudeur », il ne souhaite pas nous montrer le logement. L'un de ses frères, père de trois enfants, travaille au Qatar depuis vingt-deux ans : « On bosse dur, c'est vrai, mais on doit faire confiance aux Qatariens à 100 %. On n'a pas envie de repartir, il n'y a pas d'emploi chez nous pour nourrir notre famille. »

« Ni déni, ni caricature »

La question des droits humains dépasse le cadre du Qatar. Elle est propre à la plupart des pays du Moyen-Orient ou d'Asie. Pour un diplomate français qui connaît bien le Qatar, « la situation est dramatique aussi au niveau de l'emploi domestique, mais il ne faut être ni dans le déni, ni dans la caricature ». Cet interlocuteur cite les réformes validées par l'Organisation internationale du travail et, « incontestablement », ajoute-t-il, « la Coupe du monde de football a fait progresser ces droits, mais ça ne suffit pas, c'est sûr ! »

Le problème viendrait presque davantage des sociétés sous-traitantes, dans la construction, le bâtiment, les agences d'embauche, sans parler de la corruption, que du Qatar lui-même, selon Karim, un chef d'entreprise arabe, virulent envers « les salopards de patrons qui mettent des mois à verser les salaires ».

Sur le sort des travailleurs migrants ? « Ils viennent ici sans être forcés, je connais un Népalais qui arrive à faire vivre une famille de vingt personnes dans son village, lâche le quadragénaire. Ils bénéficient de la sucess story du Qatar. »

Pour autant, l'horizon post-Mondial ne rime peut-être pas avec « happy end ». Selon des estimations, l'émirat pourrait se vider de 500 000 à 700 000 travailleurs. Karim se tend : « Oui, c'est vrai, tout peut s'arrêter, comme chez vous après les Trente glorieuses ! »

Xavier FRÈRE,

*Tous les prénoms ont été changés

À Asian city, cité vitrine

Lorsqu'ils embarquent dans le bus bondé du soir, des travailleurs migrants reprennent le chemin d'Industrial city, vaste zone à l'extérieur de Doha où les conditions de vie sont spartiates avec des logements parfois insalubres loués ou achetés par des entreprises peu recommandables.

Les autres rejoignent Asian city, quartier de Mesaimeer : plus « respectable » pour les autorités et qui sert de « vitrine » face aux critiques récurrentes sur le non-respect des droits des travailleurs.

De l'extérieur, la cité ressemble à un camp retranché avec ses hauts murs, avec surveillance vidéo 24 heures sur 24 et filtrage à l'entrée. Jusqu'à 70 000 hommes peuvent y être accueillis, par chambre de 20 m² pour quatre, louable sur une durée de six mois à un an par des entreprises, comme Bouygues.

À l'approche de la Coupe du monde, Asian city est remplie à 92 %. « Nous sommes bien ici, c'est propre et agréable », sourit, sous le regard des officiels, Khaja, 44 ans, au Qatar depuis dix ans. Des petits rideaux sur les lits donnent un minimum d'intimité, dans ce qui ressemble presque à une auberge de jeunesse.

« C'est un défi de faire cohabiter toutes ces communautés »

Les bâtiments disposent d'une cantine « avec des menus spécifiques pour chaque ethnie ». Ils sont équipés de douches et de toilettes, ainsi que d'une salle de détente et de musculation. On compte deux postes de police et trois mosquées. Les frais de santé sont pris en charge. Une clinique est au cœur du site, avec treize médecins, elle accueille trois cents personnes par jour, des hommes mais aussi des femmes même si elles ne logent pas ici. Le docteur Karthigeyan Kumaresan, l'un des responsables, parle d'Asian city comme d'un « campus ».

Dans l'une des chambres d'Asian city Photo Ebra/X.F.

Il explique que les soins prodigués concernent des « petites interventions », abcès ou traitement de la grippe ou du Covid. « Je n'ai jamais eu à traiter de coups de chaleur, soutient-il. Si c'est le cas, ils vont directement aux urgences. »

Il n'y a pas non plus de problème d'addiction à l'alcool, d'après lui, alors que de nombreux travailleurs, esseulés et loin de leur famille, se fournissent dans les trois magasins spécialisés de Doha, ou au marché noir, notamment à Industrial city.

Boire n'est pas interdit, complète Main Jarboui, un manager de Naas Holding Group, l'un des groupes qui a construit Asian city en 2015. Parfois, il y a des bagarres, on essaie de réduire au maximum les risques, mais on ne peut pas tout éviter. C'est un défi de faire cohabiter toutes ces communautés. »

Pour beaucoup, et notamment les organisations non gouvernementales, ce type de site illustre une ségrégation entre ces expatriés et la population qatarienne.

Asian town, en face d'Asian city, avec centre commercial, théâtre et le seul stade de cricket de Doha, conforte cette idée de monde à part, loin du souk touristique ou de West bay.

Main Jarboui, lui, ne le voit pas de cet œil : « Je suis ici depuis cinq ans, il y a eu des changements énormes pour les droits des travailleurs, des lois, des infrastructures. Le Qatar est une exception dans le monde, le challenge sera de maintenir ces acquis après la Coupe du monde. »

Le Qatar « ferme les yeux », dénonce Amnesty international

La bataille des chiffres a longtemps et fait encore rage sur le nombre de travailleurs décédés au Qatar depuis 2010 : l'estimation de 6 500 accidents (mortels) du travail avancée par le journal britannique *The Guardian* et largement repris, est à opposer au bilan humain des autorités qatariennes qui fait état de 37 tués. En réalité, il est impossible de connaître le nombre réel de victimes. Les entreprises, sous-traitants et autres communautés de travailleurs sont nombreux à être mobilisés sur ce chantier pharaonique. Depuis longtemps, plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) dénoncent les conditions de travail de ces migrants souvent originaires du sous-continent indien. Dans son tout dernier rapport en date du 20 octobre, l'organisation britannique pour les droits humains Amnesty international estime que « les abus en matière de travail se poursuivent à grande échelle » et que le Qatar « ferme les yeux ». L'ONG utilise les termes de « travail forcé » tout en reconnaissant que « des progrès notables ont été enregistrés au cours des cinq dernières années ». Amnesty international n'appelle d'ailleurs pas au boycott du Mondial.

> « Depuis que nous avons l'honneur d'accueillir la Coupe du monde, le Qatar a été la cible d'une campagne sans précédent qu'aucun autre pays hôte n'a subie »
>
> **Tamim ben Hamad Al-Thani, émir du Qatar le 25 octobre 2022**

LA RÉACTION

Mohamed al-Obaidly Conseiller au sous-secrétariat d'État au ministère du travail du Qatar

« Le terme esclavagisme ne correspond pas à la réalité »

Photo Ebra/X.F.

« Les médias européens ont le droit d'utiliser le terme esclavagisme, mais ça ne correspond pas à la réalité. Nous travaillons, en bonne coopération, avec de nombreuses entreprises européennes, dont des françaises. Certaines sociétés, que je ne peux pas nommer, contreviennent à la loi, et nous suivons ça de près. Concernant les travailleurs, le système de la kafala *(mise sous tutelle d'un salarié par son employeur)* a été aboli. L'Organisation internationale du travail reconnaît son démantèlement progressif, mais déplore, comme nous, que certains employeurs soient réticents à ces nouveaux droits pour les travailleurs. C'est un vrai défi, pour nous, de sanctionner ces sociétés et d'informer les salariés de leurs droits. Ceux qui ont manifesté en août avaient raison de réclamer leur dû auprès de cette société, dont le patron a été arrêté depuis, mais une manifestation sauvage est contraire aux lois. Ils ont été payés grâce à notre intervention. Dans quarante-cinq sociétés installées au Qatar, nous avons créé des comités d'entreprise avec des représentants de travailleurs. Nous évaluerons les résultats de cette expérimentation avant d'aller vers des syndicats. Mais les lois doivent continuer à évoluer. Aujourd'hui, 300 000 ouvriers bénéficient d'un salaire de 1 000 rials *(250 euros)*, plus une allocation logement, santé et nourriture. Après la Coupe du monde, on aura encore besoin de travailleurs étrangers, mais avec une évolution dans les compétences : moins dans le bâtiment, plus dans les services. »

TTE-GE1 02